

PAULO PEIXOTO

**L'ECONOMIE SYMBOLIQUE DU PATRIMOINE:
LE CAS D'ÉVORA**

nº 100
Dezembro, 1997

Oficina do CES
Centro de Estudos Sociais
Coimbra

Um Cento de Oficinas

Com a publicação deste texto, a *Oficina do CES* atinge o seu *número 100*. Em conjunto com a *Revista Crítica de Ciências Sociais* (igualmente editada pelo Centro de Estudos Sociais da Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra) e com os títulos da Coleção *Saber Imaginar o Social* das Edições Afrontamento, a *Oficina do CES* constitui um importante elemento da actividade editorial do Centro.

Funcionando com o estatuto de *working paper*, esta publicação está particularmente vocacionada para divulgar a investigação realizada no âmbito do CES, não só no plano nacional, como, e cada vez mais, no plano internacional. Dando expressão concreta, desde 1988, a uma variedade de áreas de interesse localizadas no domínio das ciências sociais, a *Oficina do CES* constitui-se, ao mesmo tempo, como um instrumento que permite a divulgação imediata das primeiras conclusões das pesquisas em curso.

O produto final do *working paper* nunca será, por isso, um produto completamente acabado, antes assumindo contornos provisórios. Sucede, de modo semelhante, que a periodicidade da *Oficina do CES* não é definitiva ou pré-determinada, pois é medida em função do ritmo e do dinamismo que lhe é imprimido pelos investigadores do CES. Em todo o caso, tem-se registado algum equilíbrio nos números saídos ao longo da última década — uma média de 10 números por ano, mas com nítida tendência para aumentar.

Nesta ocasião especial em que se renova a importância da *Oficina do CES* enquanto espelho da qualificação nacional e internacional da actividade científica do Centro de Estudos Sociais, decidimos oferecer aos seus leitores novas condições de aquisição, constantes dos seguintes quadros.

<i>Oficina do CES: Assinatura por 10 números*</i>	
Portugal: individual	4.000\$00
Portugal: instituições	5.500\$00
Estudantes**	3.000\$00
Sócios APS	3.600\$00
Países Africanos Língua Oficial Portuguesa (+ via aérea)	4.500\$00
Foreign Countries***: individuals; Air mail (extra)	US\$40
Foreign Countries: Institutions; Air mail (extra)	US\$50

* O preço médio de 10 números da *Oficina do CES* é de 5.000\$00

** Desconto feito mediante a apresentação do cartão de estudante

*** Aceita-se cartão VISA

<i>Oficina do CES (10 n.ºs) e Revista Crítica de Ciências Sociais (3 n.ºs)</i>	
Portugal: individual	7.100\$00
Portugal: instituições	10.750\$00
Estudantes**	5.310\$00
Sócios APS	6.375\$00
Países Africanos Língua Oficial Portuguesa (+ via aérea)	9.000\$00
Foreign Countries***: individuals; Air mail (extra)	US\$75
Foreign Countries: Institutions; Air mail (extra)	US\$100

NOTA: Estudantes e sócios da APS dispõem igualmente de 20% de desconto por cada número isoladamente adquirido.

L'ÉCONOMIE SYMBOLIQUE DU PATRIMOINE: LE CAS D'ÉVORA*

Paulo Peixoto

Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra e

Centro de Estudos Sociais

Introduction

On assiste actuellement à une intensification des processus de patrimonialisation. Cette pression pour la patrimonialisation est particulièrement visible dans deux domaines: soit au niveau de la multiplication des objets qui acquièrent un statut patrimonial, soit dans le cadre de l'élargissement des fonctions et des objectifs que l'on cherche à remplir à travers la patrimonialisation.

En partant de cette constatation, on analyse quelques transformations qui ont été produites au centre historique d'Évora, notamment celles qui révèlent l'émergence d'une nouvelle économie symbolique du patrimoine urbain.

On peut constater dès lors un changement dans le statut symbolique du patrimoine dans le sens que le patrimoine accomplit aujourd'hui de nouvelles fonctions sociales. De nos jours, le patrimoine est notamment mobilisé pour fonctionner comme avantage compétitif des villes et comme image de marque des lieux qui cherchent à augmenter leur compétitivité ou à devenir compétitifs.

* Ce texte reproduit le séminaire présenté à l'occasion des Rencontres du Groupe de Travail *Institutions du Patrimoine*, de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF). Les Rencontres ont été organisées par l'Université Jean Monnet, le 24-25 novembre 1997, à Saint-Étienne.

Le nouveau statut symbolique du patrimoine urbain

Pourquoi les villes se tournent-elles vers leur patrimoine? Trouver une réponse à cette question nous oblige à interroger le rôle que remplissent actuellement les villes dans le cadre de la globalisation. En effet, le choix patrimonial semble provenir de la nécessité d'agir localement face à des processus structuraux dans l'économie et globaux dans l'échelle. Engagées dans un jeu concurrentiel sans précédent, qui se déroule à l'échelle mondiale, les villes se voient de plus en plus obligées d'incorporer dans leurs politiques urbaines, en leur donnant une attention prioritaire, des préoccupations qui leur étaient secondaires et qui identifient un ensemble d'objectifs à remplir si elles veulent atteindre une position concurrentielle. Créer de l'emploi, offrir de hauts niveaux de qualité de vie et de sécurité, avoir des préoccupations au niveau de la solidarité sociale, garantir des conditions qui permettent l'exercice de la citoyenneté, promouvoir l'animation urbaine et l'interaction sociale et, en bref, la rendre attractive et alléchante, sont aujourd'hui des buts communs des stratégies d'affirmation des villes.

En cherchant à se promouvoir, les villes font appel à leurs ressources plus rares et singulières et c'est dans ce contexte qu'elles ont mis en œuvre des processus de patrimonialisation qui valorisent ces ressources et qui permettent de construire des cadres patrimoniaux urbains qui fonctionnent comme une base d'ancrage des stratégies qui visent à renforcer leur position concurrentielle. Le patrimoine s'affirme ainsi comme un instrument symbolique capable de créer des dynamismes qui rendent la ville plus séduisante et qui permet surtout aux villes de fabriquer une image positive. Mobilisé par ces stratégies, où il occupe une place centrale, le patrimoine est à l'origine d'un nouveau champ économique, d'un nouveau champ culturel et d'un nouveau champ politique. Ces différentes utilisations dont le patrimoine est

objet conduisent au changement de son statut symbolique puisque l'on voit se multiplier les images et les fonctions associées au patrimoine.

Il existe autour de l'idée de patrimoine urbain un nouveau champ économique. L'économie urbaine est de plus en plus une économie culturelle dans laquelle le patrimoine est envisagé comme un actif important. Soit parce qu'il fonctionne comme source d'attraction des flux touristiques, soit parce qu'il s'affirme comme instrument de captation de services innovateurs capables de créer de l'emploi, soit encore parce qu'il permet de fixer des résidents d'un niveau socio-économique élevé, ou simplement parce qu'il rend possible la création d'un espace public urbain qui encourage le développement des loisirs et des industries associées aux loisirs, le patrimoine urbain est un capital non négligeable dans le domaine de la promotion de nouveaux dynamismes économiques.

Les discours qui se font aujourd'hui autour des stratégies patrimoniales soulignent le caractère positif du choix patrimonial et s'efforcent de démontrer que le choix patrimonial est non seulement compatible avec le développement économique, mais il peut aussi le stimuler. On défend aussi que lorsque l'on met le patrimoine au centre des politiques urbaines au-delà du fait de favoriser la préservation de la culture, on encourage la création et l'innovation culturelles. Si on l'entend où il contribue à la création d'une nouvelle culture urbaine, le patrimoine est à l'origine d'un nouveau champ culturel.

On sait que le plus grand des défis qui se pose à plusieurs villes est de façonner un espace public animé et de mettre en place une culture urbaine dynamique. Face à ce défi, la culture offre aux villes qui cherchent de l'animation un supplément d'âme et un sens de communauté, tout en nourrissant l'imaginaire urbain.

Il faut constater d'ailleurs que le domaine de la culture s'élargit de plus en plus et que les paysages et les édifices urbains, avec ou sans valeur esthétique remarquable, quand ils acquièrent un statut patrimonial, deviennent, en même temps, des équipements culturels. La culture est surtout un moyen de réalisation humaine, et les rues et places des villes, intégrées dans des cadres patrimoniaux valorisées, invitent les individus à entrer dans l'espace public. Les paysages patrimoniaux urbains s'affirment comme un moyen culturel important, parce qu'ils rendent possible le développement de nouvelles sociabilités et qu'ils permettent aux sujets d'apprendre à se réaliser. Ce nouveau rôle de la culture, activé par le patrimoine, modifie la notion d'espace public, qui devient quelque chose de plus qu'un lieu de formation d'opinion, dans le sens de Habermas (1984) et quelque chose de plus qu'un endroit de mise en scène de la vie quotidienne, à la façon de Goffman (1993). La revalorisation du patrimoine permet de stimuler une culture urbaine qui façonne un espace public émancipateur dans le sens que, par la confrontation des styles de vie, elle nous conduit à mettre en question la vie sociale et notre propre condition. Dans cette dimension, l'espace public devient le terrain existentiel où l'individu est confronté à une pluralité de choix (Giddens, 1994). Ainsi perçu, l'espace public stimule la réflexivité (Beck, 1992; Giddens, 1994). Au fur et à mesure qu'ils s'intègrent à la culture urbaine, les sujets sont obligés de faire des choix. C'est dans le sens où il nous laisse le seul choix de choisir que l'espace public nous force à construire réflexivement notre biographie et notre identité personnelle (Beck, 1992).

En étant à l'origine d'un nouveau champ économique et d'un nouveau champ culturel, le patrimoine a fait naître un nouveau champ politique. Le patrimoine est aujourd'hui un terrain où se disputent les

élus, les experts, les techniciens et les résidents. En plus, il a acquis une valeur stratégique remarquable et c'est cette valeur stratégique qui lui donne une nouvelle dimension politique.

Le patrimoine est devenu pour les villes un atout dans le jeu de la concurrence qu'elles sont obligées de jouer. Le patrimoine représente la possibilité de créer la différence que les villes peuvent offrir dans l'avenir et c'est cette différence qui fonctionne comme avantage compétitif des villes. En tout cas, ni les choix à propos de ce qu'on patrimonialise, ni les résultats qu'on peut espérer obtenir à travers les politiques patrimoniales sont évidents et pacifiques. Ce qui veut dire que les vertus et les risques du choix patrimonial ne peuvent être évalués et mesurés s'ils ne deviennent pas l'objet d'intenses débats politiques.

Les nouveaux champs économique, culturel et politique que le patrimoine a fait naître rendent compte du changement du statut symbolique du patrimoine. Ce changement de statut est marqué d'une part par la tension entre une logique de transmission et une logique de production du patrimoine et d'autre part par la perte d'importance du caractère esthétique et monumental des biens patrimoniaux. Finalement, le changement du statut symbolique du patrimoine a beaucoup à voir avec l'importance acquise dans le domaine des politiques de patrimonialisation par les entités supra-étatiques et infra-étatiques.

Si le patrimoine est à l'origine un mot lié aux structures familiales, économiques et juridiques d'une société stable, enracinée dans l'espace et dans le temps et soucieuse de laisser un héritage aux générations futures (Choay, 1992: 9), on est forcé de constater que, par ses dimensions spatiales et sociales, le patrimoine est devenu une marchandise. En tant que marchandise, le patrimoine satisfait les

nécessités d'une société volatile, qui maintient des liens assez fluides avec l'espace et le temps et cherche à profiter au maximum du patrimoine à travers plusieurs formes de consommation (Ashworth, 1994). Ce changement de statut permet de mettre en évidence les nouveaux usages sociaux que le passé rend possible.

L'histoire, si on la voit comme somme des faits passés, est une ressource largement employée dans la réalisation des diverses fonctions sociales (Ashworth, 1994: 13). La constitution des identités à travers la sélection d'éléments du passé a été le *leitmotiv* de la production patrimoniale. Outre le fait de fonctionner comme instrument qui permet de produire du pays et de l'identité territoriale, l'histoire accomplit d'autres fonctions sociales.

L'histoire satisfait les nécessités psychologiques des individus et de la société dans ce sens qu'elle stimule la formation d'une mémoire collective qui permet d'enraciner le présent dans le passé, ce qui rend possible de penser l'avenir avec un autre enthousiasme. En fait, le passé est comme l'étranger: ce n'est pas une question de distance, c'est plutôt le passage d'une frontière qui stimule les sens des individus. Ce lien entre temps différents est fondamental pour promouvoir l'intégration et l'orientation sociales des sujets et des groupes. Le passé s'affirme comme séquence qui nous console puisqu'il nous aide à ordonner et à donner un sens à tout ce qui nous entoure (Fortuna, 1995: 217).

Mais l'histoire est aussi un moyen d'éducation et de socialisation qui fonctionne comme un instrument remarquable d'inculcation de normes. Les musées, pour donner un exemple, sont censés fonctionner, dans n'importe quelles situations, comme instrument d'éducation des classes défavorisées.

D'un autre côté, le passé permet de rendre légitime la domination que certains groupes exercent sur d'autres. La narration des faits du

passé appelle à la continuité, et dans ce sens elle accomplit une fonction politique expressive. Le passé naturalise et rend traditionnel et authentique ce qui est un ordre manifestement social et politique.

Ceux qui se chargent de préserver, d'interpréter et d'enquêter sur le passé, conduisent normalement leurs recherches du point de vue d'une ou de plusieurs de ces fonctions de l'histoire.

Plus récemment, on constate que les arguments économiques apparaissent de plus en plus associés aux usages que le passé permet. Ainsi, la plus récente des fonctions de l'histoire semble être celle de fournir des ressources pour une des industries les plus globalisées: le tourisme culturel et patrimonial. L'histoire s'affirme comme un point d'ancrage pour plusieurs activités économiques.

Ce n'est pas l'histoire, en tant que somme des faits passés, mais le patrimoine, en tant qu'expression d'une histoire réelle ou inventée, qui est utilisé dans la construction de cette industrie liée au passé. L'histoire est le registre souvenu du passé, le patrimoine est une marchandise expressément créée pour satisfaire la consommation contemporaine. L'histoire devient patrimoine à travers un processus de marchandage (Ashworth, 1994: 16). Le patrimoine est alors une industrie faite à partir de l'histoire, soumise à un processus de sélection rigoureuse et qui est résolument contrôlée et organisée dans le but de fabriquer un produit négociable.

Les ressources historiques sont transformées en produits par un processus d'interprétation dont les phases décisives sont le moment de production et le moment de consommation. Cela veut dire que, comme dans toutes les industries et un peu à l'image de la consommation contemporaine, la nature des produits-patrimoine est déterminée par les exigences des consommateurs et pas par l'existence des ressources. Le patrimoine ou son simulacre est plutôt l'interprétation et moins la

ressource en soi-même. Il est vrai que le patrimoine vend parce que l'histoire vend. Mais celle-ci peut autant devenir consommable par son caractère authentique (souvent discutable et difficile à déterminer), que par un rigoureux procédé de sélection, dramatisation et de romantisation.

L'économie symbolique du patrimoine

Le changement du statut symbolique du patrimoine est particulièrement visible si l'on analyse le développement de l'économie symbolique des villes qui ont fait le choix patrimonial. Toutes les villes ont une économie symbolique qui peut se manifester à trois niveaux (Zukin, 1997). D'abord la forme particulière de chaque ville résulte de la manipulation des symboles culturels. Dès les anciennes villes industrielles, dont l'horizon est encore dominé par les cheminées des vieilles usines, aux villes des services, qui affirment leur pouvoir esthétique et économique à travers les tours de bureaux des grandes entreprises, en passant par les villes à caractère paroissial, où rien n'est plus proche du ciel que les cloches des églises, on peut caractériser la nature économique des villes à partir des symboles culturels qu'elles valorisent. Deuxièmement, les villes (surtout les villes modernes) ont une économie symbolique dans le sens que les entrepreneurs qui manipulent les symboles du développement des villes produisent des résultats réels en termes du développement de nouvelles affaires et de nouveaux emplois. Finalement, on peut parler d'une troisième dimension de l'économie symbolique des villes pour rendre compte de l'action des élites locales qui veulent se donner une identité de classe noble et que, pour ce faire, se mettent à bâtir des œuvres

d'architecture qui permettent de représenter la ville comme une ville mondiale.

Ce qui est nouveau dans l'économie symbolique depuis 1970, c'est la symbiose entre l'image et le produit, c'est l'échelle de projection de l'image des villes, qui est devenu globale, et c'est aussi l'importance que l'économie symbolique a acquis dans le domaine de représentation des villes (Zukin, 1997: 8).

La croissance de l'économie symbolique ne change pas nécessairement ni les forces économiques dominantes, ni la façon dont les entrepreneurs locaux mènent leurs affaires. Mais l'économie symbolique stimule la croissance des villes, crée de nouveaux emplois et change les représentations que les consommateurs font de la ville.

Ce que le cas d'Évora nous permet d'illustrer c'est justement comment le développement de l'économie symbolique du patrimoine (depuis que la ville est devenue patrimoine commun de l'humanité, en 1986) a conduit à la croissance de la ville, a permis la création de nouveaux emplois et surtout comment cette économie symbolique du patrimoine a suscité un changement de l'identité de la ville.

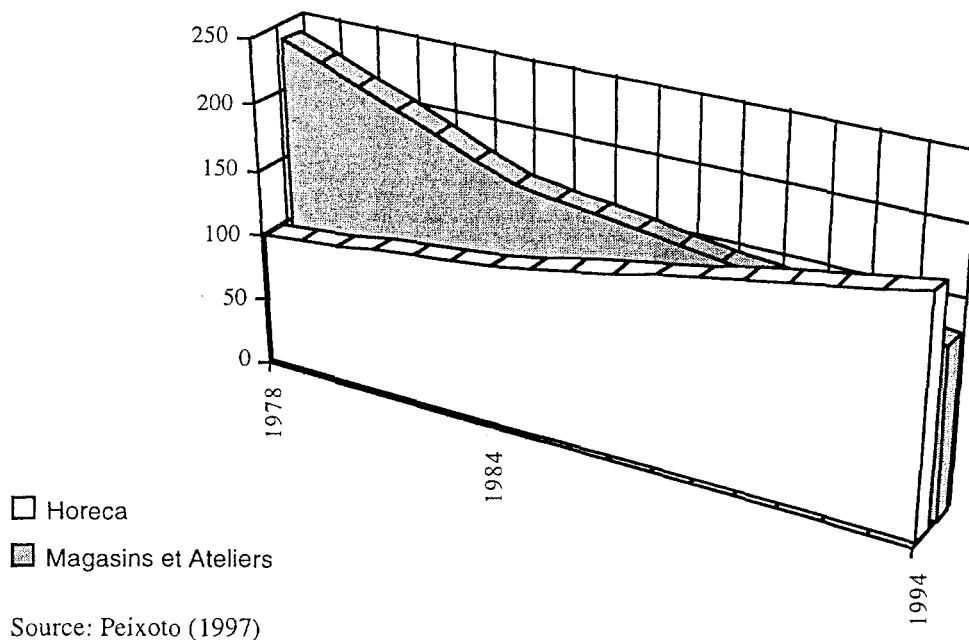
Évora est la capitale d'une région où, en 1981, la plupart de la population active (38,4%) était employée dans le secteur agricole. Dans les dernières années Évora a renforcé sa position de capitale d'une région qui connaît, depuis les années 80, une crise profonde, qui se fait accompagner de taux de chômage assez élevés. Dans les années 80, la ville a mis sur pied un processus de rupture avec les activités économiques qui l'ont façonnée et aussi avec la région où elle se situe. Évora a entamé un parcours caractérisé par la reconversion de son identité, tant en termes matériels et fonctionnels, qu'en termes culturels et symboliques. On peut même dire que la forme particulière

de la ville se caractérise aujourd'hui par une symbiose entre les symboles culturels dominants et les fonctions économiques émergentes.

Du point de vue de son identité symbolique, Évora n'est plus une ville agricole. L'image qu'elle donne de soi est d'une ville patrimoniale engagée à valoriser les éléments de la structure urbaine qui permettent de renforcer cette image.

Le choix patrimonial qu'Évora a fait dans les années 80 a eu des répercussions profondes au niveau de son économie symbolique. La reconversion de son identité symbolique et fonctionnelle est évidente si l'on analyse la transformation des activités dominantes au centre historique de la ville (Graphique 1).

Graphique 1
Horeca (Hôtels, Restaurants, Cafés) vs Magasins (Entrepôts) et Ateliers



La réduction des fonctions considérées traditionnelles dans le cadre d'une économie agricole, qui était en même temps une économie de proximité, s'est faite accompagner du développement des activités économiques plus compétitives et surtout beaucoup moins dépendantes du marché local. Le choix patrimonial n'a pas renversé complètement la nature économique de la ville, il a surtout permis le développement des nouvelles affaires et des nouveaux emplois.

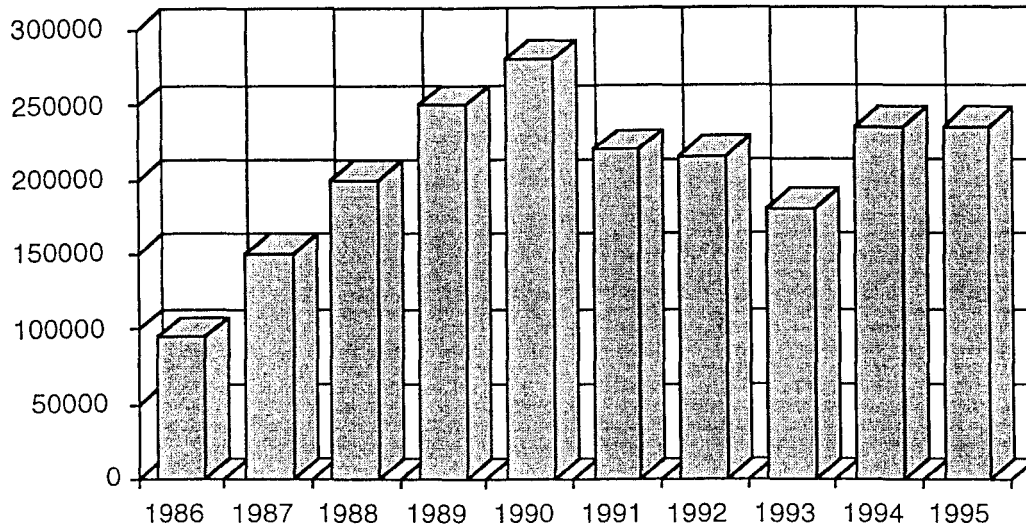
Le statut de ville patrimoine mondial ne se résume pas, dans le cas d'Évora, à une image symbolique, puisque sa structure économique est elle aussi devenue symboliquement mondiale (Fortuna e Peixoto, 1997), dans le sens qu'elle attire des flux économiques qui circulent à une échelle mondiale. Le tourisme, comme on peut le constater dans le Tableau 1 et dans le Graphique 2, est devenu une activité économique très importante.

Tableau 1
Nombre d'établissements hôteliers, chambres et capacité de logement à Évora en 1985 et 1994

	Hôtels			Pensions			Autres établissements		
	n	Chambres	Lits	n	Chambres	Lits	n	Chambres	Lits
1985	2	80	196	7	179	369	2	49	97
1994	5	380	860	6	157	338	3	64	114

Source: INE (1985); INE (1994)

Graphique 2
Estimations de visiteurs par année¹

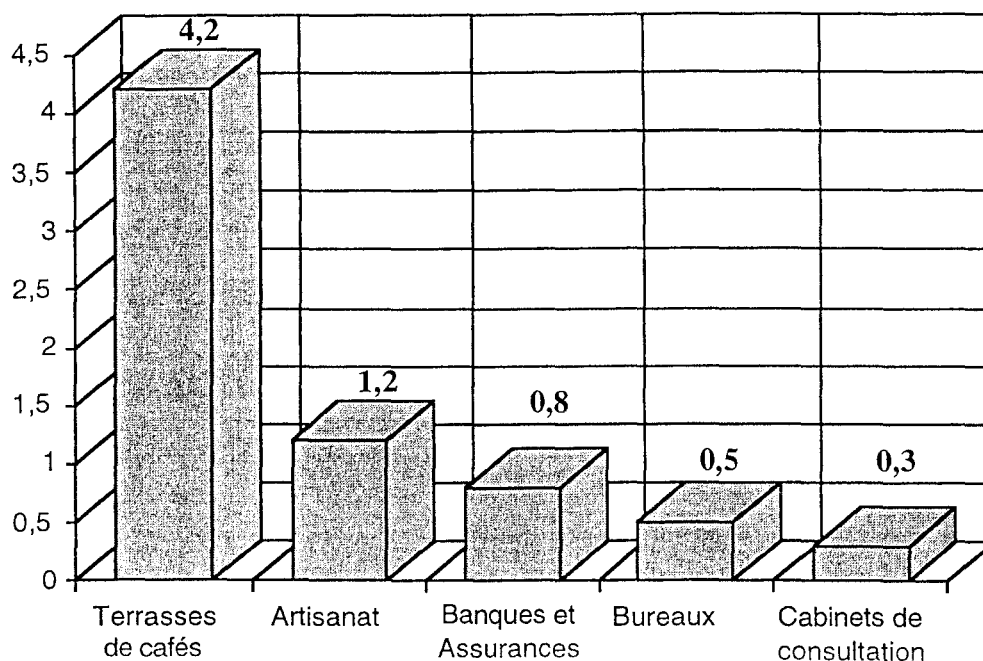


Source: Câmara Municipal de Évora

Depuis que son centre historique a été classé par l'UNESCO, Évora a vu son importance s'accroître en tant que produit touristique. Le label "patrimoine mondial" a facilité la conversion de la ville en produit de consommation du marché touristique. La ville est aujourd'hui une des principales destinations du tourisme culturel et patrimonial au Portugal. Entre 1987 et 1994, le nombre de touristes étrangers au Portugal a augmenté de 26%, tandis qu'à Évora la croissance a été de 60%. Cette croissance signifie que la ville d'Évora est devenue plus compétitive par rapport à d'autres villes portugaises qui sont dans le même marché du tourisme patrimonial. À Viseu, le taux de croissance dans la même période a été de 36%, à Coimbra de 31%, à Braga et à Tomar de 22%.

¹ Estimations faites à partir des visiteurs qui passent au centre du tourisme de la *Praça do Giraldo*.

Graphique 3
Taux de croissance de quelques activités tertiaires
au centre historique d'Évora entre 1984 et 1994



Source: Peixoto (1997)

Présentement, l'ambiance et le rythme de la ville dépendent fortement de l'économie symbolique du patrimoine. D'un point de vue symbolique, il est intéressant de mettre en évidence la croissance des fonctions qui conduisent au changement de la nature symbolique d'Évora et qui montrent que le choix patrimonial a fait naître un nouveau champ culturel.

On peut constater dans le Graphique 3 l'extraordinaire croissance des terrasses de cafés et des restaurants. Ce fait représente la nouvelle culture urbaine qui s'est imposée avec le choix patrimonial. L'espace public de la ville est devenu un lieu de contrastes de formes de sociabilité capable de stimuler l'innovation culturelle.

Le taux de croissance des maisons d'artisanat, ainsi que l'évolution du nombre de restaurants dans le centre historique (qui est passé de 40 au début des années 80 à 63 en 1996) symbolisent la

diversification et l'ouverture de l'économie locale. Cette ouverture permet de diffuser une image positive de la ville et il faut souligner que l'existence de cette image se doit aux dynamismes que le choix patrimonial a créés. Évora, ville patrimoine mondial, est représentée par son économie symbolique et le développement de cette économie se fait à travers la patrimonialisation, soit la patrimonialisation des métiers traditionnels pour vendre de l'artisanat, soit la patrimonialisation des coutumes gastronomiques pour stimuler l'essor des restaurants.

Conclusion

Le patrimoine est devenu une grande industrie internationale et l'action développée par l'UNESCO dans le domaine de l'identification des sites naturels et des biens culturels, ainsi que son ultérieure inscription dans la liste du Patrimoine Mondial, contribue énormément à soutenir cette industrie; pas forcément de façon intentionnelle, mais en tout cas de façon effective (Carr, 1994: 52).

Pour plusieurs villes, leur patrimoine est la seule ressource dont elles disposent pour fabriquer une nouvelle représentation de la ville. Le patrimoine est couramment envisagé comme un facteur de regeneration et notamment, quand on songe au tourisme, comme un facteur de régénération économique. Entre les gouvernements nationaux et locaux s'est développée l'idée que le tourisme apporte des bénéfices économiques qui stimulent le processus de développement local et qui créent des emplois (Page, 1995: 116). Ces suppositions sont questionnables étant donné que la loyauté des consommateurs vis-à-vis des destinations touristiques est fortement douteuse. Le tourisme est, à cause de son caractère saisonnier, une industrie particulière, soit au niveau des investissements, soit au niveau des emplois qu'il permet de

créer. La demande touristique est très dépendante de facteurs externes qui échappent au contrôle des lieux de destination et, dans ce sens, il s'agit d'une industrie très instable. Les motivations qui sont à l'origine des voyages touristiques vers des destinations urbaines sont complexes et variables, outre le fait de changer fréquemment dans un marché qui, dans les années 90, est devenu très compétitif. Dans un sens strictement économique, le tourisme est une activité élastique étant donné sa sensibilité aux changements des prix des produits et des revenus des consommateurs.

L'intensification de la compétition entre les villes pour attirer les flux touristiques a conduit à la multiplication des lieux qui se disputent le même marché. Ce qui semble étonner c'est le fait que les villes se reproduisent en série. Cela veut dire que lorsqu'un concept de développement économique réussit dans un lieu, ce concept est vite copié par un autre lieu.

L'économie symbolique du patrimoine ne peut qu'être symbolique. Jamais le tourisme ne peut dominer l'économie locale sans que le patrimoine perde le statut symbolique qui lui donne une valeur économique. Le tourisme est un processus économique qui identifie des ressources, qui les exploite et qui, quand elles ne sont plus rentables, part ailleurs à la recherche d'autres ressources. Pour garder sa valeur économique, le patrimoine doit rester symbolique. L'économie symbolique du patrimoine doit être aussi une économie des biens symboliques si l'on veut préserver la valeur économique du patrimoine.

Bibliographie

Ashworth, G. J. (1994) "From History to Heritage — From Heritage to Identity. In Search of Concepts and Models", in Greg Ashworth e P. Larkham (Eds), *Building a New Heritage. Tourism, Culture and Identity in the New Europe*. Londres e Nova Iorque, Routledge, 13-30.

Beck, Ulrich (1992) *Risk Society — Towards a New Modernity*. Londres, Sage.

Câmara Municipal de Évora 1996: Documentação variada.

Carr, E. A. J. (1994) "Tourism and Heritage. The Pressures and Challenges of the 1990s", in Greg Ashworth e P. Larkham (Eds), *Building a New Heritage. Tourism, Culture and Identity in the New Europe*. Londres e Nova Iorque, Routledge, 50-68.

Choay, Françoise (1992) *L'allégorie du patrimoine*. Paris, Seuil.

Fortuna, Carlos (1995) "As cidades e as identidades: patrimónios, memórias e narrativas sociais", in Maria de Lourdes Lima dos Santos (Coord.), *Cultura & Economia*. Lisboa, Edições do Instituto de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa, 209-230.

Fortuna, Carlos e Peixoto Paulo (1997) "A reconversão simbólico-funcional dos centros históricos: o caso de Évora", *Actas do IV Encontro Nacional dos Municípios com Centro Histórico*. Câmara Municipal de Oeiras, Edições Cosmos.

Giddens, Anthony (1994) *Modernidade e identidade pessoal*. Oeiras, Celta.

Goffman, Erving (1993) *A apresentação do eu na vida de todos os dias*. Lisboa, Relógio de Água.

Habermas, Jürgen (1984) *Mudança estrutural da esfera pública*. Rio de Janeiro, Tempo brasileiro.

Instituto Nacional de Estatística 1985: *Estatísticas do turismo*.

Instituto Nacional de Estatística 1994: *Anuário Estatístico da Região Alentejo*.

Page, Stephen (1995) *Urban Tourism*. Londres e Nova Iorque, Routledge.

Peixoto, Paulo (1997) *Imagens e usos do património urbano no contexto da globalização*. Dissertação de Mestrado em Sociologia, Faculdade de Economia da Universidade de Coimbra (dactilografado).

Zukin, Sharon (1997) *The Cultures of Cities*. Oxford e Cambridge, Blackwell.

Critérios Editoriais da *Oficina do CES*

1) Os textos que se propõem para publicação na *Oficina do CES* devem ser entregues ao membro da direcção do CES responsável por este pelouro com pelo menos duas semanas de antecedência, e fazer-se acompanhar de uma versão impressa e de outra em disquete (de preferência em sistema Macintosh).

2) A dimensão normal das *Oficinas* deve situar-se entre um mínimo de 15 e um máximo de 45 páginas (incluindo bibliografia), dactilografadas preferencialmente a 2 espaços.

3) Os autores dos textos deverão vir identificados pela referência à instituição a que pertencem.

4.1. As referências bibliográficas serão sempre feitas no corpo do texto, na forma abreviada da indicação, entre parênteses curvos, do último apelido do autor, data de publicação e, se for caso disso, número de página (a seguir a dois pontos).

Exemplos:

Um só autor: (Sá, 1995: 12 ss.).

Dois autores: (Sampaio e Francisco, 1987).

Três ou mais autores: (Silva *et al.*, 1997)

Será incluída no final, com o título “Referências Bibliográficas”, a lista completa, por ordem alfabética de apelidos de autores, das obras que tenham sido referidas ao longo do texto. Deverá sempre ser indicada também a editora. As referências deverão seguir o modelo dos exemplos a seguir apresentados:

Livros:

Simões, João Gaspar (1987), *Vida e Obra de Fernando Pessoa. História duma geração*. Lisboa, Dom Quixote.

Colectâneas:

Aston, T. H.; Philpin, C. H. E. (orgs.) (1987), *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*. Cambridge, Cambridge University Press.

Cooper, J. P. (1987), "In Search of Agrarian Capitalism", in T. H. Aston; C. H. E. Philpin (orgs.), *The Brenner Debate. Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe*. Cambridge, Cambridge University Press, 138-191.

Revistas:

Reis, José; Jacinto, Rui (1992), "As associações empresariais e o Estado na regulação dos sistemas produtivos locais", *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 35, 53-76.

Se houver duas ou mais referências do mesmo autor e do mesmo ano, acrescentar-se-ão à data as letras, a, b, etc.

Exemplos:

Santos, Boaventura Sousa (1993a), "O Estado, as Relações Salariais e o Bem-Estar na Semiperiferia: O Caso Português", in B. S. Santos (org.) *Portugal: Um Retrato Singular*. Porto, Afrontamento, 17-54.

Santos, Boaventura Sousa (1993b), "Modernidade, Identidade e a Cultura de Fronteira", *Revista Crítica de Ciências Sociais*, 38, 11-39.